

**MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES**

**VILLE DE COTEAU-DU-LAC  
342, CHEMIN DU FLEUVE  
COTEAU-DU-LAC, (QUÉBEC)  
J0P 1B0**



**CODIFICATION ADMINISTRATIVE**

**RÈGLEMENT N° 349**

**RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX**



## CODIFICATION ADMINISTRATIVE DU RÈGLEMENT N° 349 SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

La présente codification administrative réunit le texte du « **Règlement n°349 sur le traitement des élus municipaux** », entré en vigueur le 17 mars 2022, ainsi que la modification qui a été apportée par le **Règlement n° 349.1 modification à l'article 9 du Règlement n° 349 sur le traitement des élus municipaux**, entré en vigueur le 11 janvier 2023.

*Il s'agit d'un document de référence qui ne peut être considéré comme une version officielle; il est nécessaire de se référer aux règlements pour valoir comme textes officiels.*

PROCESSUS D'ADOPTION Règlement n° 349	
Etapas	Dates
Avis de motion	11 janvier 2022
Dépôt du projet de règlement	8 février 2022
Adoption du règlement	8 mars 2022
Avis d'entrée en vigueur (journal + internet)	17 mars 2022

MODIFICATIONS APPORTÉES (AMENDEMENTS)			
Numéro du règlement	Date d'entrée en vigueur	Texte	Annexe
349.1	11 janvier 2023	X	

RÈGLEMENT N° 349

---

Règlement sur le traitement des élus municipaux

---

**ATTENDU QUE** la Ville de Coteau-du-Lac désire abroger le règlement no 341 sur le traitement des élus municipaux et tous ses amendements selon la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q. c. T-11 001);

**ATTENDU QUE** des modifications législatives, effectives à partir du 1er janvier 2018, ont été apportées à la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11 001), faisant en sorte, d'une part, que certaines balises encadrant la rémunération des élus municipaux, notamment celles relatives à l'imposition d'une rémunération minimale, ont été abolies et, d'autre part, que la responsabilité de fixer la rémunération des élus municipaux revient à la Ville;

**ATTENDU QUE** la Ville a procédé à une analyse des rémunérations attribuables aux élus auprès de municipalités comparables ;

**ATTENDU QU'**en vertu du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 du règlement 341, une révision de la rémunération est effectuée et déterminée dans un délai de 60 jours suivant le jour des élections municipales générales devant être tenues en vertu de *la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (L.R.Q, c. E-2,2) ;

**ATTENDU QU'**il y a lieu, en conséquence, de fixer la rémunération applicable aux membres du conseil municipal ;

**ATTENDU QU'**un avis de motion a été donné à la séance ordinaire du conseil le 11 janvier 2022 ;

**ATTENDU QUE** le projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil le 8 février 2022, en conformité de l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* et que l'objet du règlement et sa portée ont été mentionnés par la directrice générale et greffière;

**ATTENDU QUE** la procédure particulière prévue à la *Loi sur le traitement des élus municipaux* a été suivie préalablement à l'adoption du présent règlement ;

**ATTENDU QUE** le règlement a été transmis à tous les membres du conseil, en conformité de l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* et que les membres du conseil déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture ;

**LE CONSEIL ORDONNE ET DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**  
**PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie comme s'il était repris ci-après au long.

## **ARTICLE 2**

### **OBJET**

Le présent règlement fixe le traitement des membres du conseil municipal

## **ARTICLE 3**

### **RÉMUNÉRATION DU MAIRE**

La rémunération annuelle du maire est fixée à 25 089,97 \$ pour l'exercice financier de l'année 2022, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération du maire sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 9 du présent règlement.

## **ARTICLE 4**

### **RÉMUNÉRATION DU MAIRE SUPPLÉANT**

À compter du moment où le maire suppléant occupe les fonctions du maire et jusqu'à ce qu'il cesse son remplacement, le maire suppléant reçoit une rémunération additionnelle à celle qui lui est payée à titre de membre du conseil afin d'égaliser la rémunération payable au maire pour ses fonctions.

## **ARTICLE 5**

### **RÉMUNÉRATION DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL**

La rémunération annuelle des membres du conseil municipal, autre que le maire, est fixée à 8 363,28 \$ pour l'exercice financier de l'année 2022, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération des membres du conseil municipal sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 9 du présent règlement.

## **ARTICLE 6**

### **COMPENSATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

Tout membre du conseil peut recevoir paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) l'état d'urgence est déclaré dans la Municipalité en vertu de la *Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3)* suite à un évènement survenu sur le territoire de la Municipalité;
- b) le membre du conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la Municipalité en raison de cet évènement;
- c) le membre du conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

Si le membre du conseil remplit les conditions prévues au présent article, il recevra, suite à l'acceptation du conseil, une compensation égale à la perte de revenu subie. Le membre du conseil devra remettre toute pièce justificative satisfaisante pour le conseil attestant de la perte de revenu ainsi subie.

Le paiement de la compensation sera effectué par la municipalité dans les trente (30) jours de l'acceptation du conseil d'octroyer pareille compensation au membre du conseil.

## ARTICLE 7

### ALLOCATION DE DÉPENSES

En plus de la rémunération payable en vertu du présent règlement, tout membre du conseil reçoit une allocation de dépenses équivalente à la moitié de leur rémunération fixée par les présentes, sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 de la Loi sur le traitement des élus municipaux ainsi du partage de l'allocation de dépenses prévu par l'article 19.1 de cette loi.

## ARTICLE 8

### ALLOCATION DE COMMUNICATIONS

La municipalité rembourse au maire, sur présentation de pièces justificatives, pour l'utilisation de son cellulaire dans le cadre de ses fonctions, un montant de 75 \$ par mois.

## ARTICLE 9

### INDEXATION ET RÉVISION

La rémunération payable aux membres du conseil doit être indexée annuellement, en date du 1<sup>er</sup> janvier, en fonction de l'indice des prix à la consommation disponible à cette date et publié par Statistique Canada pour la région métropolitaine de Montréal.

**L'indexation sera plafonnée à 3%.**

---

Remp. règlement 349.1 a. 1 (2023-01-11)

## ARTICLE 10

### ALLOCATION DE TRANSITION

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, une allocation de transition sera versée au maire, dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de son mandat, s'il a occupé ce poste pendant au moins les 24 mois qui précèdent la fin de son mandat.

## ARTICLE 11

### MODALITÉS DE PAIEMENT

Les rémunération et allocations de dépenses prévues au présent règlement sont versées par la Ville, une fois par mois, par dépôt direct.

## ARTICLE 12

### APPLICATION

Le directeur général et greffier-trésorier est responsable de l'application du présent règlement.

**ARTICLE 13**  
**ABROGATION**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro 341 et tous ses amendements, règlement sur le traitement des élus municipaux.

**ARTICLE 14**  
**DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT**

Le projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 8 février 2022.

**ARTICLE 15**  
**ENTRÉE EN VIGUEUR ET PUBLICATION**

Le présent règlement entre en vigueur rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et est publié sur le site Internet de la Ville.